

Pouvoir d'emprunt—Loi

Les habitants de Kamloops-Shuswap demandent au gouvernement de reconnaître que l'économie de la Colombie-Britannique bat de l'aile, qu'elle éprouve de sérieuses difficultés. Ils voudraient qu'il l'admette en prenant pour l'Ouest des mesures spéciales identiques à celle qu'il a prises pour la région de l'Atlantique.

● (1630)

[Français]

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, nous sommes à étudier un amendement qui propose de retarder de six mois l'étude de ce projet de loi. Je prends la parole sur cet amendement mais aussi sur le projet de loi lui-même.

Monsieur le Président, il s'agit ici d'une loi d'emprunt et le gouvernement essaie maintenant de chercher le pouvoir d'emprunter la somme de 22.6 milliards de dollars, beaucoup d'argent, et pour considérer ce projet de loi, il faut tenir compte aussi de deux autres choses pour juger ce projet de loi qui est maintenant devant nous. D'un côté, le budget du gouvernement, ici on emprunte, là on met de l'imposition, et troisièmement, il faut prendre en considération les coupures de programmes du gouvernement parce que c'est dans ces trois voies que le gouvernement fait son ménage. Et si on considère ces trois voies, ces trois volets, on peut voir la raison des objections si fortes qui sont faites par l'opposition officielle. Nous nous opposons au ménage du gouvernement parce que cela met un fardeau plus lourd sur les épaules des gens à moyen revenu et des gens les plus pauvres.

Monsieur le Président, je veux que les Canadiens tiennent compte de l'histoire d'imposition et des programmes de l'ancien gouvernement et qu'on les compare aux tentatives et aux programmes et au ménage de la part du gouvernement actuel. Tout le monde sait quand on a une croissance économique, et nous en avons maintenant une, et c'est le moment pour essayer de payer pour les programmes sociaux que nous avons dans notre pays. Les Canadiens savent bien que les programmes sociaux ne sont pas gratuits, ils sont chers et il faut les payer, et c'est le moment quand on a la croissance économique où on cherche à les payer. Que le gouvernement soit conservateur ou libéral, il faut quand même payer les frais des programmes, mais la différence entre un gouvernement conservateur et un gouvernement libéral, c'est qui porte le fardeau de payer pour les programmes. Ce que nous pouvons voir clairement, après les budgets du gouvernement conservateur, c'est que les riches paient de moins en moins et, dans l'avenir, selon le Budget que nous avons maintenant devant nous, ils vont payer encore de moins en moins, et ceux à moindre revenu, les pauvres, paieront plus.

M. Kilgour: Ce n'est pas vrai.

M. Kaplan: J'ai maintenant une intervention de mon collègue d'Edmonton-Strathcona et je suis très heureux de voir qu'il s'intéresse à ce que j'ai à dire. Mais je lui suggérerais et à tout autre Canadien qui s'y intéresse que si on cherche le taux d'augmentation des changements du fardeau d'imposition pour les Canadiens, si on prend les 20 ans avant septembre 1984, on verrait que de plus en plus le fardeau passe des épaules des plus pauvres aux autres groupes de Canadiens, aux Canadiens à moyen revenu et aux Canadiens les plus riches, que de plus en plus le fardeau est enlevé des épaules des pauvres et de plus

en plus transféré aux autres Canadiens. On peut dire que ce qu'on voyait durant les 20 ans avant septembre 1984, c'était un mouvement du fardeau fiscal à ceux qui pouvaient payer. Cela a changé depuis les dernières élections, et la direction change maintenant pour que les pauvres paient plus. Une chose est claire, c'est l'enlèvement de l'indexation qui a été introduite par notre chef, le chef de l'opposition officielle, quand il était ministre des Finances, tout cela a été changé par le dernier budget et le budget précédent, pour que ce processus d'être libéré d'imposition juste par l'augmentation de l'inflation soit terminé. Maintenant on verra que les pauvres vont payer davantage et être plus impliqués dans l'imposition sur le revenu et nous nous opposons à cela, et c'est une des raisons de notre amendement.

Monsieur le Président, je veux parler aussi de la taxe de vente avant que le gouvernement actuel ne prenne le pouvoir. L'une des choses qu'ils ont toujours soulignées avec beaucoup de force c'est que la taxe de vente est une taxe régressive et que cela touche plus les gens à moyen et à faible revenus. Cela les touche plus parce que ce sont eux, ceux à moyen et à faible revenus, qui utilisent la plus grande partie de leur revenu total pour des achats. Les plus riches épargnent, ils font des investissements, ils voyagent à l'étranger. Tandis que les gens à moyen revenu et les pauvres sont obligés d'utiliser la plus grande partie de leur revenu pour faire des achats. Le fait que la taxe de vente ait monté de 9 à 12 p. 100 met un lourd fardeau sur les épaules des pauvres et des gens à moyen revenu. Nous nous opposons à cela.

Nous croyons que même s'il faut payer pour les programmes sociaux, le gouvernement le fait trop vite et que ce n'est pas le moment pour une si grande croissance d'imposition, surtout pour ceux à moyen et faible revenus.

Je peux citer de nombreux journalistes et commentaires qui disent... afin de démontrer que ce n'est pas le moment pour une imposition si considérable. Oui, c'est le moment pour traiter du déficit. Oui nous savons qu'il est injuste, il est impossible d'avoir les programmes sociaux sans les payer. Mais si on le fait sur les épaules des gens à moyen et à faible revenus c'est injuste et inacceptable aux libéraux, et si on le fait si vite c'est inacceptable au marché et cela peut blesser notre croissance économique. Cela peut enlever l'argent requis pour que l'économie continue à monter.

Alors, monsieur le Président, si les libéraux retardent le débat, si nous prenons, dans le cadre des possibilités que nous avons à la Chambre, la décision de retarder le vote c'est pour attirer l'attention du gouvernement et attirer fortement l'attention des Canadiens sur les fautes de la politique du gouvernement. J'attends la journée avant les prochaines élections quand nous pourrons démontrer aux Canadiens le tableau général des tendances fiscales du gouvernement depuis les élections. Elles vont démontrer une augmentation d'impôt pour les gens à moyen et à faible revenus et une réduction d'impôt pour les riches dans notre société. Et on peut faire un contraste entre la situation de ce régime conservateur par rapport au passé quand on a vu enlever ou réduire le fardeau fiscal pour les gens à moyen et à faible revenus.